

## Présidentielle 2012 : les programmes liés à l'éducation



Article rédigé par *Ségolène Curnier*, le 03 février 2012

A l'occasion de notre dossier spécial présidentielle sur l'Education, [libertepolitique.com](http://libertepolitique.com) propose à ses lecteurs une revue des programmes sur les points qui touchent à l'Education.

### Les socialistes

- Développement de l'accueil en crèche : **tout enfant à partir de l'âge de deux ans, dès lors que ses parents le souhaitent, pourrait être accueilli à l'école maternelle.** Le PS propose également que la maternelle devienne obligatoire à partir de l'âge de 3 ans.
- Refonte des rythmes scolaires: Afin de tenir compte des spécificités des élèves et étudiants (biologiques et psychologiques) le PS propose **de mieux répartir le nombre annuel de jours de cours (pour diminuer les horaires journaliers) en raccourcissant les vacances d'été.**
- **Revaloriser l'école et son quartier : Une semaine de 5 jours éducatifs serait instaurée** afin de mieux articuler les trois temps de l'enfant que sont le temps scolaire, le temps périscolaire et le temps extrascolaire (en lien avec les collectivités locales telles que les communes mais également les associations). L'objectif étant de construire une continuité entre l'école, les familles et leur territoire.
- Favoriser la co-éducation: les enseignants, parents et plus largement les référents adultes doivent intervenir dans le parcours de l'enfant (soutien scolaire, activités périscolaires, bibliothèques, éducation populaire...), tous doivent trouver le cadre fédérateur permettant de favoriser la synergie, le dialogue et les échanges.
- Garantir une continuité avec le primaire : Le PS propose une participation réciproque des enseignants du primaire et du collège dans le cadre de projets commun avec du temps dégagé pour le travail d'équipe, une formation initiale et continue partiellement commune et un travail collectif sur les contenus et procédures d'évaluation.
- Une pédagogie personnalisée : Un suivi individuel serait mis en place pour les élèves en difficultés grâce à la présence d'enseignants en renfort dans les classes.
- Réhabiliter la langue française : un enseignement adapté de la langue française serait envisagé pour l'ensemble des élèves qui le pratiquent peu ou pas dans leurs sphères familiales. Cette mesure est incontournable pour le parti socialiste et permettrait à ces élèves une meilleure intégration dans le cursus scolaire normal.
- Pérenniser la réussite au lycée : Nous remettrons à plat les formations professionnelles, du CAP au bac professionnel, en étroite concertation avec les représentants du monde professionnel. Débat sur le droit à la scolarité jusqu'à 18 ans.
- Création d'une allocation d'étude pour jeunes adultes sous condition de ressources.
- Droit à la formation pour ceux qui ont quitté le système scolaire très tôt.
- Refonte de la formation des enseignants et du personnel éducatif : la 5ème année comporterait une part importante d'alternance rémunérée. L'année de stage combinerait un service réduit et une formation continue serait rétablie.
- Revalorisation du métier de l'enseignant : effort du point de vue salarial pour reconnaître le métier à la hauteur du niveau de formation désormais requis et pour prendre en compte les nouvelles organisations de leur service.

# UMP

"Alors que nous entrons dans une économie de la connaissance, le niveau de formation fait plus que jamais la différence entre les nations. C'est ce qui a motivé notre réforme de l'université et le recentrage de l'école sur ses fondamentaux."

- Poursuite de la réforme des universités.
- Mise en place de cours de rattrapage pour les élèves en difficulté pendant les vacances scolaires.
- Combattre l'illettrisme et le retard scolaire dès le plus jeune âge afin de prévenir "l'effet boule de neige": Aucun enfant ne devrait entrer en 6ème sans maîtriser les bases nécessaires au suivi d'une véritable scolarité au collège. Pour ce faire l'UMP se propose de mettre en place un « sas » d'entrée au collège qui consisterait en une année d'enseignement supplémentaire, un « CM3 », ou en une sixième aménagée en cas d'échec à la « validation des savoirs fondamentaux ».
- Valoriser la langue française dès la petite enfance dans les crèches et écoles maternelles : L'objectif est d'améliorer l'acquisition des compétences langagières des enfants de 18 à 30 mois. Programme de prévention inspiré des États-Unis et du Canada, dont les effets positifs ont été démontrés.
- Encourager l'apprentissage précoce de l'anglais dès 3 ans.
- Encourager la création de jardins d'éveil pour les enfants de 2 à 3 ans. Il s'agit de structures intermédiaires entre la famille, la crèche ou l'assistante maternelle et l'école maternelle.
- Réorganiser les rythmes scolaires dans l'intérêt des enfants. Pour ce faire l'UMP propose un allongement de l'année scolaire de deux semaines. Il y aurait donc un même nombre total d'heures dans l'année mais qui seraient réparties sur 38 semaines au lieu de 36 semaines actuellement. Rendre obligatoire la semaine de quatre jours et demi, après concertation entre les autorités locales, académiques et les parents d'élèves.
- Réorganisation quotidienne de la scolarité: Mettre en place un temps de pause méridienne d'une heure et demie pour tous les élèves. Dégager du temps pour une étude personnalisée, obligatoire pour tous les élèves. Cela devrait être perçue comme formant partie intégrante du temps scolaire.
- Refonte de la structure des classes au collège : la réforme devrait permettre de mieux faire la jonction avec l'école. Les élèves de 6ème et 5ème pourraient ne plus changer de classe : les professeurs viendraient à eux, sauf pour les disciplines nécessitant des équipements adaptés (sciences ou sports)
- Revalorisation des filières de l'enseignement professionnel : Passer du collège unique au collège pour tous : permettre la mise en place de classes « métiers-études » sur le modèle des « sport-études » pour permettre aux jeunes à partir de 14 ans qui le souhaitent une initiation aux métiers (découverte du monde professionnel)
- Valoriser un équilibre familial : Au lycée, tous les cours pourraient être supprimés le samedi matin, pour permettre aux lycéens de bénéficier d'un week-end complet en famille, et d'harmoniser le rythme scolaire des lycéens avec celui des primaires et des collégiens qui n'ont plus de cours le samedi matin.
- Associer davantage les parents à la scolarité de leur enfant : mettre en place un partenariat entre l'institution scolaire et les parents de collégiens. Cela contribuerait à la prévention de l'absentéisme et de la violence à l'école
- Une vision humaniste et pédagogique : Une offre structurée d'activités pourrait être mise en place sur tout le territoire après les cours, en lien avec les collectivités locales.
- Rendre publiques les évaluations-bilan existantes des écoles primaires et des collèges via un contrat d'objectif passé avec le directeur de chaque établissement pour responsabiliser les résultats des structures en matière de maîtrise des fondamentaux.
- Pour une mixité sociale à l'école : expérimenter des établissements scolaires par classe plutôt que par quartier.
- Dans un cadre national, faire confiance aux établissements et leur donner plus de responsabilités : L'Etat conserve la maîtrise complète des programmes et des diplômes mais il est indispensable de laisser aux chefs d'établissements plus de marges de manœuvre pour adapter au mieux l'enseignement au profil des élèves. Cela permettrait une autonomie pédagogique vis à vis des programmes et du corps enseignant. En fonction du projet de l'établissement, il serait permis de recruter librement son équipe enseignante et d'administration.
- Développement de la polyvalence des enseignants. Pour qu'ils deviennent de réels éducateurs : Encourager l'effort et développer la confiance en soi de l'enfant. Les enseignants doivent s'efforcer de décrire les points faibles et les points forts de l'élève, sans se focaliser sur les faiblesses de l'élève.

Développer les exercices de prise de parole, la restitution orale de travaux en classe, encourager le développement d'option théâtre, afin que les élèves prennent l'habitude de s'exprimer en public et développent ainsi leur confiance en eux.

- L'UMP cherche à redéfinir les missions de l'enseignant, ce rôle galvaudé afin de redorer la fonction grâce à des cursus spécialisés. Cela donnerait le ton d'une véritable "[vocation](#)".

## PCD

- Le PCD propose de "Supprimer le ministère de l'Éducation nationale au profit d'un ministère de l'Instruction publique" pour rejeter le pédagogisme au profit de nouvelles méthodes d'enseignement plus efficaces telles que la lecture syllabique, les conjugaisons, la dictée, une base de calcul. Cela permettrait de valoriser entre autre l'histoire et la littérature française, présentés comme un héritage commun.
- Réhabiliter l'autorité du professeur et du maître par une certaine morale en généralisant les rites et symboles signent d'autorités (estrades, lever des élèves en début de cours, port de l'uniforme) pour un renforcement de l'esprit civique.
- Repenser la formation des enseignants en les évaluant au cours d'un entretien individuel annuel avec le chef d'établissement. L'Inspection aurait un rôle de conseil, d'accompagnement et de contrôle. Les rémunérations seraient modulées sur la forme du secteur privé (négociation entre les partis en définissant des objectifs). Le PCD pense à développer des liens entre les corps professorales et ceux du monde de l'entreprise pour permettre une éventuelle mobilité de carrière ou des reconversions.
- Assurer une autonomie aux établissements. Le directeur pourrait choisir son équipe pédagogique afin de mener son projet avec une réelle liberté pour appliquer les programmes définis sur le plan national.
- Mise en place de la 2<sup>ème</sup> chance pour lutter contre l'échec scolaire.
- Revaloriser l'apprentissage en créant des filières d'excellence y compris manuelles et abroger le système du collège unique qui desservirait les élèves.

## Debout la république

"L'école est le premier contact des futurs citoyens avec la société, les droits qu'elle donne mais aussi les devoirs qui vont avec. Elle doit être le premier vecteur de l'ascenseur social."

- Recréer de bonnes conditions de travail et changer le rythme scolaire : Allègement de l'emploi du temps et réduction du temps de vacances (semaine de 4 jours et demi pour l'école primaire).
- S'assurer de la maîtrise des savoirs fondamentaux: Lecture, écriture et calcul en restaurant la possibilité de redoubler dans toutes les classes, à commencer par le CP. Réduire le nombre d'élèves par classe pour un meilleur suivi.
- Réhabiliter l'effort et le mérite : Renforcer les dispositifs d'orientation (pour les élèves et les parents), notamment au collège (dès la 6<sup>ème</sup>) pour éviter la concentration des élèves dans la filière générale et la section S en particulier. Faire un effort particulier dans les ZEP pour encourager l'ambition des élèves issus de milieux modestes.
- Conditionner les allocations familiales à l'assiduité scolaire.
- Soutien scolaire systématique pour les enfants en difficulté.
- Création de classes d'excellence pour les élèves les plus méritants.
- Mettre en place un moratoire sur les fermetures d'écoles en milieu rural.
- Faciliter la flexibilité des enseignants : Mettre fin à la règle de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux pour permettre de recruter plus d'enseignants là où il y en a besoin (par exemple du CP au CE2 pour assurer un meilleur apprentissage des fondamentaux). Réformer les IUFM.
- Revenir à la réforme des programmes du lycée et supprimer des modules inutiles qui tendent à affaiblir les matières fondamentales.
- Faciliter les heures supplémentaires pour ceux qui souhaitent faire du soutien scolaire (pouvant être mis sur un compte pour un départ à la retraite anticipée)
- Mettre en place des programmes de réorientation des enseignants pour favoriser la reconversion de ceux qui souhaitent changer d'administration. Recruter du personnel pour aider les professeurs dans le maintien de la discipline

- Restaurer l'autorité dans l'éducation en restaurant le vouvoiement obligatoire au secondaire et donner aux professeurs une certaine autonomie pour les sanctions. Créer des établissements pour élèves difficiles, avec des conditions disciplinaires plus dures pour les élèves renvoyés, violents (uniformes et encadrement de type militaire)

## EELV

"L'école au centre du combat pour l'égalité"

- Développer et permettre la formation tout au long de la vie.
- Favoriser la mixité sociale à l'école.
- Créer des maisons de l'aide aux devoirs.
- Encourager la formation professionnelle dans la construction écologique.
- Recrutement de professeurs et de personnels éducatifs.

## FN

"L'école doit être un sanctuaire, mettant à l'abri des modes et des lubies l'exigence de transmission des savoirs, des connaissances et du goût de l'effort."

- Le Front national préconise "la neutralité politique" ainsi que la neutralité religieuse à l'école.
- Concentrer les efforts de l'enseignement sur les savoirs fondamentaux (français, calcul) et en faire profiter aux parents qui ne maîtrisent pas ses compétences pour les inciter à franchir le seuil de l'école et discuter avec le corps professoral.
- Valoriser la méritocratie : Développer l'attribution des bourses au mérite en fonction des notes.
- Mettre en place un système de chèque scolaire et permettre la suppression progressive de la carte scolaire.
- L'école permet l'égalité des chances : mettre en place des mécanismes de péréquation nécessaires à une vraie égalité entre les élèves sur le territoire national. La décision de fermer les petits collèges de moins de 200 élèves à la campagne sera revue
- Repenser le système de l'école primaire sur la forme des collèges et des lycées.
- Abandon du collège unique ( Les filières techniques et manuelles seront revalorisées, l'apprentissage à 14 ans sera rétabli). Revoir le système de notation et refuser de tout contrôle continu : seul l'examen national permet l'égalité.
- Inciter les élèves au développement de l'apprentissage et des stages en entreprises au cours de la formation dès la classe de 4ème.
- Mettre fin à " l'aventure pédagogue " : la méthode syllabique sera obligatoire en CP. L'histoire et la Géographie françaises seront des matières phares de l'enseignement.
- Suppression des IUFM au profit de Centres Pédagogiques Régionaux.
- Penser à la revalorisation de la rémunération et une amélioration du régime de décharge jués indispensables pour pallier les problèmes actuels de recrutement des enseignants.
- Redorer la fonction des éducateurs : Développement de la notion de mérite pour les professeurs et instaurer un certain respect de la fonction auprès des élèves (levé des étudiants à chaque début de cour, bannir le tutoiement).
- Tolérance Zéro en ce qui concerne la lutte contre la violence faite à l'école (équipement sécurisés des établissements en zone sensible et peines délivrées en cas d'atteinte aux enseignants)
- Recruter des inspecteurs pour mieux évaluer le mérite des enseignants.
- Réduction du personnel administratif au profit des enseignants : La politique du « 1 sur 2 » (non remplacement d'un enseignant partant à la retraite sur deux) cessera : l'intégralité des départ à la retraite sera remplacée. Il n'y aura cependant pas de créations de postes supplémentaires, dans un souci de responsabilité budgétaire.

## MODEM

**"Pour redonner confiance à l'enseignement"**

- Augmenter le budget de l'Education Nationale.
- Redéfinir le statut de l'enseignant : LeMouvement Démocrate est partisan d'une loi de programmation sur dix ans des recrutements adapté à la démocratie pour remédier à la diminution d'adultes dans les établissements. Il faut favoriser le rapprochement entre l'Education Nationale et l'Entreprise pour permettre une réorientation d'un enseignant s'il le désire. Instaurer une formation continue qui prépare les enseignants à une solide formation pratique et pédagogique.
- Garantir un savoir de qualité et maîtriser les fondamentaux : Faire en sorte que les enfants qui entrent en 6ème sachent tous lire, écrire et compter en renforçant les efforts éducatifs en maternelle, au CP et au CE1.
- Favoriser une culture scolaire créative, artistique et citoyenne favorisant une insertion sociale et un épanouissement aux enfants.
- Création de collège de taille réduite selon les quartiers : Repenser à la carte scolaire au regard de l'égalité des chances pour que la République garantisse la mixité sociale et donne un égal accès à tous les établissements aux filières d'excellence.
- Abolir le collège unique permettant l'équité grâce à des parcours adaptés et diversifiés dans le but de personnaliser l'enseignement.
- Réforme des rythmes scolaires : Allègement de la journée scolaire compensée par une réduction de la durée des vacances.
- Favoriser la réussite grâce à des passerelles permettant des allers-retours entre les différentes voies de formation. Ce projet va de paire avec la mise en place de module de découverte des métiers dès le début du secondaire.

**Parti de Gauche**

- Revalorisation du métier d'enseignant (formation, conditions de travail, salaire, autonomie)
- Recrutement pour remplacer les postes supprimés depuis 2002.
- Reconstruction de la carte scolaire pour garantir une réelle mixité sociale.
- Suppression des subventions publiques à l'école privée (9 milliards d'euros annuels qui retourneront au secteur public)
- Démarchander l'école : Distribution gratuite et exclusive par l'Etat de fournitures scolaires sans marques pour assurer une réelle égalité des conditions entre élèves et lutter contre l'intrusion marchande à l'école.
- Rendre la scolarité obligatoire entre 3 et 18 ans (5 à 16 ans aujourd'hui).
- Limiter à 25 le nombre d'élèves par classe pour améliorer la qualité de l'enseignement pour tous les élèves au collège, afin que le collège prépare vraiment à toutes les voies du lycée
- Créer un service pédagogique dans les écoles : assurée par des conseillers d'orientation psychologues pour aider individuellement ou en petit groupe hors classe les élèves en difficultés, assurer l'échange d'informations et la concertation entre enseignants et favoriser les projets pluridisciplinaires
- Interdiction formelle des signes religieux à l'école : Révision de la circulaire antilaïque du 28 mars 2001

**Ségolène Curnier**